
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n^o 40

Bill No. 40

Loi de la Commission des affaires
sociales

Social Affairs Commission Act

Première lecture

First reading

M. FORGET

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 40

Loi de la Commission des affaires sociales

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION DE LA COMMISSION

1. Un organisme, ci-après appelé « la Commission », est institué sous le nom de « Commission des affaires sociales ».

2. La Commission a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

[[**3.** La Commission est composée d'au moins cinq et pas plus de neuf membres nommés pour un terme n'excédant pas dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui choisit un président et un vice-président parmi eux et qui fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.

Au moins un membre doit être psychiatre et un autre, médecin.]]

Bill No. 40

Social Affairs Commission Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

CONSTITUTION OF THE COMMISSION

1. A body, hereinafter called "the Commission", is established under the name of the "Social Affairs Commission".

2. The Commission has its corporate seat in the territory of the Québec Urban Community; it may however transfer it to another municipality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such a change shall come into force upon publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

The Commission may hold its sittings at any place in the province of Québec.

[[**3.** The Commission shall consist of at least five and not more than nine members appointed for a term not exceeding ten years by the Lieutenant-Governor in Council, who shall choose a president and a vice-president among them and fix the fees, allowances or salaries or, as the case may be, the additional salaries of each of them.

At least one member must be a psychiatrist and another, a physician.]]

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi remplace trois organismes pour créer une instance administrative unique à laquelle pourront s'adresser tous les usagers du réseau des affaires sociales.

Les trois organismes ainsi remplacés sont les suivants:

1. la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales (1969, chapitre 63) présentement chargée d'entendre les appels en vertu de la Loi de l'aide sociale et du Régime des allocations familiales;

2. la Commission de révision chargée d'entendre les demandes de révision portées en vertu de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44);

3. le Comité d'arbitrage chargé de décider des conflits entre établissements et médecins conformément à l'article 92 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

D'autre part, la Commission entendra en outre des appels présentement entendus par les organismes remplacés:

1. les appels des décisions relatives aux permis émis soit en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit en vertu de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42), qui sont présentement de la compétence de la Cour provinciale;

2. les requêtes en contestation ou annulation des élections ou nominations faites en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, qui sont présentement de la compétence du ministre;

3. les appels concernant l'exonération du paiement d'une contribution exigible d'un bénéficiaire ou le paiement d'une allocation de dépenses par le ministre, qui font l'objet d'un projet distinct du présent projet.

EXPLANATORY NOTES

This bill replaces three bodies by creating one administrative authority to which all users of the social affairs system may apply.

The three bodies so replaced are the following:

1. The Social Aid and Allowances Appeal Board (1969, chapter 63) presently entrusted with hearing the appeals brought under the Social Aid Act and the Family Allowances Plan;

2. The Board of Review entrusted with hearing the applications for review brought under the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44);

3. The committee of arbitration entrusted with deciding conflicts between establishments and physicians in conformity with section 92 of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48).

Moreover, the Commission will hear in addition to the appeals heard by the bodies replaced:

1. the appeals from decisions regarding permits issued either under the Act respecting health services and social services or under the Public Health Protection Act (1972, chapter 42), which are presently within the competence of the Provincial Court;

2. the applications for contestation or annulment of election or appointment brought under the Act respecting health services and social services, which are presently within the competence of the Minister;

3. the applications for relieving from the payment of a contribution exigible from a beneficiary or the payment of an expense allowance by the Minister, which are the object of a separate bill.

4. Les membres de la Commission restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

5. Le président et le vice-président de la Commission doivent s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de leurs fonctions.

Toutefois, ils peuvent agir comme membres de la Commission visée à l'article 547 du Code criminel.

6. La Commission siège en divisions.

Les divisions sont les suivantes:

1. la division de l'aide et des allocations sociales;
2. la division de la protection du malade mental;
3. la division des services de santé et des services sociaux.

7. Les séances de la Commission et de chacune de ses divisions sont présidées par le président ou par un membre désigné par le président.

8. Les divisions peuvent siéger simultanément et les membres en sont désignés par le président.

9. Les questions sont décidées à la majorité des membres d'une division.

Lorsque les opinions se partagent également sur une question, celle-ci est tranchée par le président ou le vice-président.

[[**10.** Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1955, 1^{re} session, chapitre 14).]]

11. Le président est responsable de l'administration de la Commission dans le cadre de ses règlements.

12. Les membres de la Commission ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

13. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de

4. The members of the Commission shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

5. The president and the vice-president of the Commission must devote themselves exclusively to the work of the Commission and the duties of their office.

However, they may act as members of the Commission contemplated in section 547 of the Criminal Code.

6. The Commission shall sit in divisions.

The divisions are the following:

1. the social aid and allowances division;
2. the mental patients protection division;
3. the health services and social services division.

7. The sittings of the Commission and of each of its divisions shall be presided over by the president or by a member designated by the president.

8. The divisions may sit simultaneously and the members thereof shall be designated by the president.

9. Questions shall be decided by the majority of the members of a division.

When opinions are equally divided on a question, it shall be decided by the president or the vice-president.

[[**10.** The secretary and the other persons in the employ of the Commission shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

11. The president shall be responsible for the administration of the Commission within the scope of its by-laws.

12. The members of the Commission cannot be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.

13. No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the

La Commission aura en outre juridiction pour entendre, concurremment avec d'autres tribunaux, les requêtes des bénéficiaires pour accès à leurs dossiers médicaux ou sociaux, logés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

La Commission sera composée d'au moins cinq membres.

The Commission will also have the jurisdiction to hear together with other courts, the requests of recipients to have access to their medical or social records, brought under the Act respecting health services and social services.

The Commission will consist of at least five members.

procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Commission ou ses membres agissant en leur qualité officielle.

14. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 13.

15. Un membre de la Commission peut être récusé comme un juge et de la même façon; les articles 234 à 242 du Code de procédure civile s'appliquent à la récusation, *mutatis mutandis*.

16. Les membres de la Commission sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président pour la distribution des causes, la tenue des séances et généralement l'exercice des devoirs et pouvoirs des membres.

17. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

18. Les membres de la Commission doivent prêter les serments apparaissant aux annexes A et B de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).

19. Les livres et comptes de la Commission sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et, en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

SECTION II

POUVOIRS ET JURIDICTION DE LA COMMISSION

§ 1.—*Fonctions de la Commission*

20. La Commission a pour fonction d'entendre, exclusivement à tout autre commission, tribunal, régie ou organisme:

a) les appels logés en vertu de l'article 42 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63);

b) les appels des décisions concernant le droit à une allocation, logés en vertu de

Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the Commission or its members acting in their official capacity.

14. Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 13.

15. A member of the Commission may be recused in the same manner as a judge; articles 234 to 242 of the Code of Civil Procedure apply to the recusation, *mutatis mutandis*.

16. The members of the Commission shall be subject to the supervision, orders, and control of the president as regards the distribution of cases, holding of sittings and generally the exercise of the duties and powers of the members.

17. If the president is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president.

18. The members of the Commission must take the oaths appearing in Schedules A and B to the Public Employees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 12).

19. The books and accounts of the Commission shall be audited by the Auditor-General each year and, in addition, whenever ordered by the Lieutenant-Governor in Council.

DIVISION II

POWERS AND JURISDICTION OF THE COMMISSION

§ 1.—*Functions of the Commission*

20. The object of the Commission is to hear, to the exclusion of every other commission, tribunal, board or body:

(a) the appeals brought under section 42 of the Social Aid Act (1969, chapter 63);

(b) the appeals from the decisions on the eligibility to an allowance, brought

l'article 17 du Régime des allocations familiales du Québec (1973, chapitre 36);

c) les demandes de révision formulées en vertu de l'article 46 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44);

d) les requêtes de personnes pour accès à leur dossier faites en vertu du troisième alinéa de l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

e) les requêtes en contestation ou annulation d'élection ou de nomination logées en vertu de l'article 23a ou de l'article 54c de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

f) les appels logés par des médecins ou dentistes en vertu de l'article 92c de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

g) les appels concernant les décisions relatives aux permis, logés en vertu de l'article 106 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

h) les appels concernant l'exonération d'un paiement ou le paiement d'une allocation de dépenses, logés en vertu de l'article 119 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

i) les appels concernant les décisions relatives aux permis, logés en vertu de l'article 35 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42).

21. Un appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont est appel à moins qu'un membre de la Commission n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

22. La Commission a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et elle peut, notamment, rendre toute ordonnance qu'elle estime propre à sauvegarder les droits des parties.

23. La Commission peut confirmer la décision portée devant elle; elle peut aussi l'infirmier et elle doit alors rendre la décision qui selon elle aurait dû être rendue en premier lieu.

§ 2.—*Aide et allocations sociales*

24. Les appels visés à chacun des paragraphes a, b et h de l'article 20 sont en-

under section 17 of the Québec Family Allowances Plan (1973, chapter 36);

(c) the applications for review brought under section 46 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44);

(d) the requests of persons to have access to their medical records, made under the third paragraph of section 7 of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

(e) the applications for contestation or annulment of election or appointment brought under section 23a or section 54c of the said Act respecting health services and social services;

(f) the appeals brought by physicians or dentists under section 92c of the said Act respecting health services and social services;

(g) the appeals from decisions on permits, brought under section 106 of the said Act respecting health services and social services;

(h) the applications for exemption from a payment or from the payment of an expense allowance, brought under section 119 of the said Act respecting health services and social services;

(i) the appeals from decisions on permits, brought under section 35 of the Public Health Protection Act (1972, chapter 42).

21. No appeal shall suspend the execution of the decision appealed from unless a member of the Commission orders otherwise where the case is urgent.

22. The Commission shall have all the powers necessary to exercise its jurisdiction and may in particular make any order it considers appropriate to safeguard the rights of the parties.

23. The Commission may confirm the decision referred to it; it may also quash the decision and must then render the decision which, in its opinion, should have been rendered in the first instance.

§ 2.—*Social aid and allowances*

24. The appeals contemplated in paragraphs a, b and h of section 20 shall be

tendus par la division de l'aide et des allocations sociales.

Le quorum est d'un seul membre.

§ 3.—*Protection du malade mental*

25. Les demandes de révision visées au paragraphe *c* de l'article 20 sont entendues par la division de la protection du malade mental.

La division est présidée par un avocat et son quorum est de trois membres, dont un psychiatre.

§ 4.—*Services de santé et services sociaux*

26. Les requêtes visées à chacun des paragraphes *d* et *e* de l'article 20 et les appels visés à chacun des paragraphes *f*, *g* et *i* dudit article 20 sont entendus par la division des services de santé et services sociaux.

27. Dans le cas d'une requête visée à chacun des paragraphes *d* et *e* de l'article 20, le quorum est d'un seul membre.

Dans le cas d'un appel visé à chacun des paragraphes *g* et *i* de l'article 20, le quorum est de deux membres.

Dans le cas d'un appel visé au paragraphe *f* de l'article 20, le quorum est de trois membres, dont un médecin.

SECTION III

PROCÉDURE

28. Les appels, demandes ou requêtes visés à chacun des paragraphes de l'article 20 sont formés au moyen d'une déclaration écrite adressée à la Commission dans les quatre-vingt-dix jours de la date de la survenance de l'événement y donnant lieu.

Toutefois, s'il s'agit d'un appel logé par un médecin ou dentiste en vertu du second alinéa de l'article 92c de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, il peut être logé jusqu'à 180 jours après que la demande de nomination a été adressée.

La Commission peut permettre à une personne d'agir après l'expiration des délais fixés par le présent article si cette

heard by the social aid and allowances division.

A single member constitutes a quorum.

§ 3.—*Mental patients protection*

25. The applications for revision contemplated in paragraph *c* of section 20 shall be heard by the mental patients protection division.

This division shall be presided over by an advocate, and three members, including a psychiatrist, constitute a quorum.

§ 4.—*Health services and social services*

26. The requests and applications contemplated in paragraphs *d* and *e* of section 20 and the appeals contemplated in paragraphs *f*, *g* and *i* of the said section 20 shall be heard by the health services and social services division.

27. In the case of a request or application contemplated in paragraphs *d* and *e* of section 20, a single member constitutes a quorum.

In the case of an appeal contemplated in paragraphs *g* and *i* of section 20, two members constitute a quorum.

In the case of an appeal contemplated in paragraph *f* of section 20, three members, including a physician, constitute a quorum.

DIVISION III

PROCEDURE

28. The appeals, applications or requests contemplated in each paragraph of section 20 shall be brought by a written declaration addressed to the Commission within ninety days after the date of the occurrence of the event being the occasion thereof.

However, an appeal by a physician or dentist under the second paragraph of section 92c of the Act respecting health services and social services may be brought within 180 days after the application for appointment has been sent.

The Commission may permit a person to act after the expiry of the delay fixed in this section if that person shows that

personne démontre qu'elle a été en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

he was in fact unable to act sooner.

29. Dans le cas de requêtes ou appels visés aux paragraphes *e*, *g*, *h*, et *i* de l'article 20 la déclaration doit être signifiée au ministre des affaires sociales avant d'être adressée à la Commission; celui-ci peut intervenir à tout stade de la procédure.

29. In the cases of applications or appeals contemplated in paragraphs *e*, *g*, *h* and *i* of section 20, the declaration shall be served on the Minister of Social Affairs before it is addressed to the Commission; the Minister may intervene at any stage in the proceedings.

30. La déclaration doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués par le requérant et signifier, le cas échéant, son intention de comparaître ou d'être représenté à l'audition.

30. The declaration shall contain a summary statement of the reasons invoked by the appellant and, if necessary, indicate his intention to appear or to be represented at the hearing.

31. La majorité des membres de la Commission peuvent, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, édicter par ordonnance des règles de procédure et de pratique applicables à la conduite de la procédure et à l'instruction des instances devant la Commission. Ces règles peuvent être différentes suivant qu'elles s'appliquent à une division ou l'autre du tribunal.

31. The majority of the members of the Commission may, at a meeting called for that purpose by the president, prescribe by order rules of procedure and practice applicable to the conduct of proceedings and the hearing of the cases before the Commission. Such rules may vary as they apply to one division or another of the court.

Toute ordonnance adoptée en vertu du présent article doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil et, si elle est ainsi approuvée, elle entre en vigueur dix jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Every order made under this section must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and, if it is so approved, shall come into force ten days after the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

32. La Commission ainsi que chacun de ses membres sont investis des pouvoirs et de l'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

32. The Commission and each of its members shall have the powers and immunity of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

33. En l'absence d'une disposition applicable à un cas particulier, la Commission peut, dans toute affaire qui lui est soumise, prescrire tout acte ou formalité qui pourrait l'être par les règles de pratique et avec le même effet.

33. In the absence of any provision applicable to a given case, the Commission may, in any case referred to it, prescribe any act or formality that could be so ordered by the rules of practice and with the same effect.

34. La Commission, avant de rendre une décision, doit permettre aux parties d'être entendues.

34. The Commission must, before rendering any decision, allow the parties to be heard.

Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties a droit d'être assistée

At the proof and hearing, each party is entitled to be assisted by an advocate,

d'un avocat. Elle peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

35. Les décisions de la Commission doivent être motivées et rendues par écrit; elles font partie des archives et la Commission. La Commission peut, pour cause, réviser ou révoquer toute décision qu'elle a rendue.

36. La Commission notifie par écrit et sans délai sa décision à la personne qui a logé l'appel, la demande ou la requête ainsi qu'à toute personne susceptible d'avoir à agir pour exécuter la décision.

Toute personne visée par une décision de la Commission doit s'y conformer sans délai.

37. Toute décision de la Commission peut être homologuée par la Cour supérieure sur requête de la Commission ou d'une partie intéressée et devient, après homologation, exécutoire comme un jugement de cette cour.

38. Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Commission et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Commission ou le secrétaire.

39. La Commission publie périodiquement les décisions rendues en omettant le nom des parties et des personnes impliquées.

40. La Commission transmet, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport au ministre des affaires sociales sur ses activités pour la précédente année financière. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Ce rapport ne doit nommément désigner aucune personne ayant subi des examens psychiatriques.

and may examine the witnesses and state his arguments.

35. The decisions of the Commission must state the reasons on which they are based and be rendered in writing; they shall form part of the records of the Commission. The Commission may, for cause, revise or cancel any decision it has rendered.

36. The Commission shall give written notice forthwith to the person who brought the appeal, application or request and to every person who may be required to act to execute the decision.

Every person contemplated by a decision of the Commission shall immediately comply therewith.

37. Every decision of the Commission may be homologated by the Superior Court on a motion of the Commission or an interested party and shall become, after homologation, executory as a judgment of that court.

38. The minutes of the meetings, approved by the Commission and certified by the president or the secretary, are authentic. The same applies to every document or copy issued by the Commission or forming part of its records, if signed by the president or the secretary of the Commission.

39. The Commission shall from time to time publish the decisions rendered but shall not state the names of the parties and the persons involved.

40. Not later than 30 June each year, the commission shall submit to the Minister of Social Affairs a report of its activities for the preceding fiscal year. The Minister shall lay such report before the National Assembly within thirty days after receipt thereof if it is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

The report shall not designate by name any person who has had psychiatric examinations.

SECTION IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

41. Les procédures commencées en vertu des dispositions législatives remplacées ou abrogées par la présente loi sont continuées devant la Commission conformément aux dispositions de la présente loi pour autant qu'elles leur sont applicables.

Les affaires pendantes à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont déferées à la Commission pour décision, même si l'enquête était terminée à cette date.

Le présent article ne s'applique pas aux affaires commencées devant la Commission visée à l'article 547 du Code criminel, lesquelles se poursuivent devant ladite Commission.

42. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que toutes les sommes mises à la disposition de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales instituée par l'article 30 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63) et de la Commission de révision instituée par l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44) soient mises à la disposition de la Commission pour être employées aux fins de la présente loi.

43. L'article 1 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63), modifié par l'article 1 du chapitre 44 des lois de 1970, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe *h*.

44. La section v de ladite loi, comprenant les articles 30 à 41, est abrogée.

45. L'article 42 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 44 des lois de 1970, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « à la Commission » par les mots « à la Commission des affaires sociales ».

46. Les articles 43 à 47 de ladite loi sont abrogés.

47. L'article 35 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42) est remplacé par le suivant :

DIVISION IV

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

41. Proceedings commenced under the legislative provisions replaced or repealed by this act shall be continued before the Commission in accordance with the provisions of this act to the extent that they are applicable thereto.

Matters pending on the date of the coming into force of this act shall be referred to the Commission for decision, even if the inquiry was terminated at such date.

This section does not apply to proceedings commenced before the Commission contemplated in section 547 of the Criminal Code, which shall continue before the said Commission.

42. The Lieutenant-Governor in Council may order that all the sums put at the disposal of the Social Aid and Allowances Appeal Board constituted by section 30 of the Social Aid Act (1969, chapter 63) and of the Board of Review constituted by section 30 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44), be put at the disposal of the Commission to be used for the purposes of this act.

43. Section 1 of the Social Aid Act (1969, chapter 63) amended by section 1 of chapter 44 of the statutes of 1970, is again amended by striking out paragraph *h*.

44. Division v of the said act, comprising sections 30 to 41, is repealed.

45. Section 42 of the said act, amended by section 4 of chapter 44 of the statutes of 1970, is again amended by replacing the word "Board" in the fourth line by the words "Social Affairs Commission".

46. Sections 43 to 47 of the said act are repealed.

47. Section 35 of the Public Health Protection Act (1972, chapter 42) is replaced by the following :

« **35.** Toute personne dont la demande de permis est refusée ou dont le permis est suspendu ou annulé peut interjeter appel de la décision du ministre devant la Commission des affaires sociales,

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité. »

48. L'article 1 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44), est modifié en remplaçant le paragraphe *h* par le suivant :

« *h*) « Commission » : la Commission des affaires sociales; ».

49. L'article 20 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

« Dès que l'ordonnance a été signifiée à la Commission, le greffier de la Cour transmet à celle-ci copie du dossier complet. »

50. L'article 24 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne du paragraphe *b*, les mots « de révision ».

51. Le paragraphe 1 de la section IV de ladite loi, comprenant les articles 30 à 45, est abrogé.

52. L'article 17 du Régime des allocations familiales du Québec (1973, chapitre 36) est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

« Cet appel est interjeté à la Commission des affaires sociales. »

53. Les articles 18 et 19 de ladite loi sont abrogés.

54. L'article 20 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « d'appel ».

55. L'article 21 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots « , les membres et employés de la Commission

“**35.** Any person whose application for a permit is refused or whose permit is suspended or cancelled may appeal from the Minister's decision to the Social Affairs Commission,

(a) if the reasons of fact or law invoked in support of the decision are clearly erroneous;

(b) if the proceedings are affected by gross irregularity;

(c) if the decision has not been rendered impartially.”

48. Section 1 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44) is amended by replacing paragraph *h* by the following :

“(h) “Commission”: the Social Affairs Commission;”.

49. Section 20 of the said act is amended by adding the following paragraph :

“Upon the service of the order upon the Commission, the clerk of the court shall send a copy of the complete record to it.”

50. Section 24 of the said act is amended by replacing the words “Board of Review” in the third line of paragraph *b* by the word “Commission”.

51. Subdivision 1 of Division IV of the said act, comprising sections 30 to 45, is repealed.

52. Section 17 of the Québec Family Allowances Plan (1973, chapter 36) is amended by replacing the second paragraph by the following :

“Such appeal shall be brought before the Social Affairs Commission.”

53. Sections 18 and 19 of the said act are repealed.

54. Section 20 of the said act is amended by replacing the words “Appeal Board” in the second line by the word “Commission”.

55. Section 21 of the said act is amended by striking out the words “, the members and employees of the Social Aid and Allowances Appeal Board” in the fourth,

d'appel de l'aide et des allocations sociales ». fifth and sixth lines.

56. Les membres et le personnel de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales instituée par l'article 30 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63) ainsi que les membres et le personnel de la Commission de révision instituée par l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44) que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil deviennent, sans autre formalité, les membres ou le personnel de la Commission avec le titre que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

57. Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

58. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

56. The members and the personnel of the Social Aid and Allowances Appeal Board established by section 30 of the Social Aid Act (1969, chapter 63) and the members and the personnel of the Board of Review established by section 30 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44) designated by the Lieutenant-Governor in Council shall become, with no other formality, the members or the personnel of the Commission with the titles determined by the Lieutenant-Governor in Council.

57. The Minister of Social Affairs shall be entrusted with the application of this act.

58. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.